



**Bourse Uemoa**

**UEMOA**

• (Page 03)

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

# Le Togo en phase avec les critères de transition fiscale

**Adaptation au climat**

**Serengeti Energy et Proparco signent un accord de 250 000 €**

*Serengeti Energy, société de premier plan sur le secteur des énergies renouvelables, et Proparco, l'institution ...* • (Page 02)

**Umoa-Titres**

**Le Togo lève 38,5 milliards FCFA**

*Le Togo a bouclé ce vendredi 24 mai, une nouvelle sortie sur le marché des titres publics de l'Uemoa. En quête de 35 milliards FCFA, via une émission simultanée de bons (BAT) et ...* • (Pages 04)

**Guinée-Bissau**

**Hausse de 8 % de la production de noix de cajou en 2023**

*La Guinée-Bissau est l'un des principaux producteurs de noix de cajou en Afrique de l'Ouest avec la Côte d'Ivoire, le ...* • (Page 06)

**Grand-Oti**

**FAMME et WILDAF-Togo luttent contre le mariage des enfants**

*Les ONG Forces en actions pour le mieux-être de la mère (FAMME) et WILDAF-Togo ont initié un dialogue intergénérationnel entre des aînés et des jeunes ...* • (Page 11)

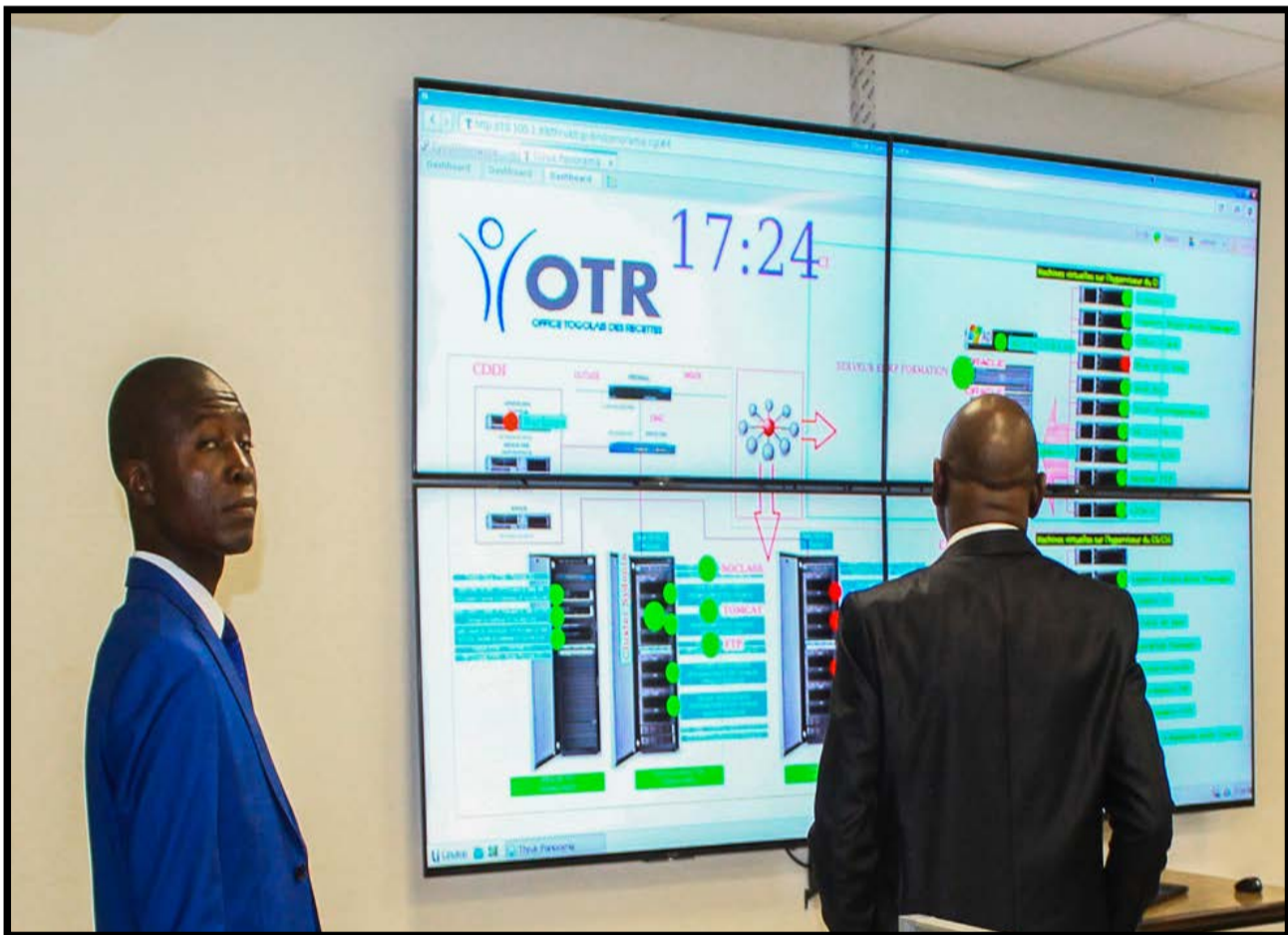
**Climat**

**La France a réduit sa facture carbone en 2023**

*Les gaz à effet de serre émis par l'activité humaine en France ont baissé dans quasiment tous les secteurs de l'économie, reculant de 5,8% en France en 2023 ...* • (Page 08)

**Droits voisins**

**X contraint de dévoiler aux médias l'argent qu'il tire de leurs articles**  
*Le réseau social X (ex-Twitter) va devoir fournir une série de données commerciales permettant d'évaluer les ...* • (Page 08)



**Gastronomie**

• (Page 05)

# Bouchées de sushi : un en-cas facile et délicieux



**PROFITEZ À FOND**

**LA FIBRE CANALBOX**  
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER  
DANS TOUTE LA MAISON

**CANALBOX**  
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

8866 www.canalbox.tg  
Coût de l'appel : 20 FCFA.

CMJN

CMJN

+

+

Adaptation au climat

Serengeti Energy et Proparco signent un accord de 250 000 €

Serengeti Energy, société de premier plan sur le secteur des énergies renouvelables, et Proparco, l'institution française de financement du développement, ont signé un accord de subvention de 250 000 euros.

• Wilson Lawson

Objectif : permettre une adaptation au changement climatique des centrales électriques de Serengeti Energy en Afrique subsaharienne. Ce partenariat stratégique vise à renforcer la résilience et la durabilité des infrastructures d'énergies renouvelables face aux défis croissants induits par le changement climatique. Cette initiative fait suite aux graves inondations qui ont récemment dévasté le district de Kaseese, au sud-ouest de l'Ouganda, à la frontière de la République démocratique du Congo, où sont situées deux des centrales hydroélectriques de Serengeti Energy. Ces inondations ont mis en évidence le besoin urgent de mesures robustes d'adaptation au changement climatique pour protéger les infrastructures critiques et soutenir les communautés locales. Les principaux objectifs de la subvention sont les suivants : résilience des infrastructures : analyses hydrologiques, analyses des risques physiques climatiques, ainsi que des propositions de plans d'action d'adaptation ; surveillance de l'environnement : renforcement de la capacité de surveillance environnementale, telle que la charge sédimentaire dans les rivières, afin de suivre les effets du changement climatique et d'adapter les opérations en conséquence, en veillant à



ce que les perturbations écologiques restent minimales ; formation du personnel : fournir des programmes de formation complets pour le personnel afin de le doter des compétences nécessaires pour gérer les défis liés au changement climatique, obtenir une meilleure efficacité opérationnelle et effectuer une maintenance efficace des équipements. La subvention sera utilisée pour mettre en œuvre des mesures avancées d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans les centrales électriques de Serengeti Energy, afin de garantir leur efficacité opérationnelle et leur fiabilité face à des conditions météorologiques de plus en plus instables et aux changements environnementaux. M. Anton-Louis Olivier, directeur général de Serengeti Energy, a déclaré : « Il s'agit d'une étape importante dans notre partenariat avec Proparco. En améliorant la résilience de nos centrales électriques, nous réduisons non seulement les risques opérationnels et commerciaux pour notre entreprise, mais nous nous assurons également que ces centrales continuent à four-

nir une énergie durable et accessible aux populations d'Afrique subsaharienne. » M. Guillaume Barberousse, Directeur du développement durable de Proparco : « Nous sommes ravis de nous associer à Serengeti Energy, un acteur de premier plan, spécialisé dans l'hydroélectricité en Afrique subsaharienne. Le changement climatique est un défi majeur et il est impératif de soutenir des projets innovants qui en atténuent l'impact. Ce projet d'adaptation vise à améliorer la résilience au changement climatique des centrales hydroélectriques de Serengeti et à former le personnel de Serengeti aux questions liées au changement climatique. Ce soutien garantira l'efficacité opérationnelle des actifs, leur robustesse face à des conditions météorologiques exceptionnelles et contribuera ainsi à fournir une électricité durable et abordable aux populations vulnérables d'Afrique subsaharienne. Cette subvention témoigne de notre engagement à construire des communautés durables et résilientes, en particulier dans les régions vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes. »

Image du jour



• La Directrice Générale de la CRRH-UEMOA Mme Yedau Ogoundele et une délégation du Groupe de la Banque mondiale ont rendu visite au Directeur Général de la Coopérative d'Épargne et de Crédit des Artisans (CECA), M. ODANOU Yombo, le 23 mai 2024 à Lomé

AUX DECIDEURS ...

Planifier sa retraite

La planification de la retraite est importante, car elle aide à constituer le pécule dont l'on a besoin pour soutenir financièrement les années de retraite.

Des études antérieures ont montré que ceux qui planifient leur retraite sont plus susceptibles de bénéficier d'une meilleure situation à la retraite que ceux qui ne le font pas.

Plus tôt le processus de planification démarrera, mieux ce sera. Cela donne à votre argent plus de temps pour croître en générant des retours sur investissement. Et le revenu de votre premier emploi constitue votre première opportunité d'épargner pour la retraite. Comme le dit le proverbe : « Le meilleur moment pour planter un arbre, c'était il y a 20 ans. Le deuxième meilleur temps, c'est maintenant. »

Comme les gens peuvent espérer vivre plus longtemps, ils doivent épargner davantage pour leur retraite afin de ne pas survivre à leur épargne. Cela est d'autant plus vrai que le paysage mondial des retraites a connu des changements majeurs.

Dans le passé, les gouvernements et les employeurs assuraient un revenu de retraite aux particuliers par le biais des prestations de sécurité sociale gouvernementales et des fonds de retraite basés sur l'emploi. En raison de l'augmentation de l'espérance de vie, les régimes de retraite garantissant une retraite aux salariés sont désormais rares. Les salariés sont désormais responsables de cotiser à leur propre pension ainsi que de choisir les investissements proposés par le fonds de pension.

Étant donné que les employeurs ne sont plus responsables du financement de la retraite de leurs employés et que les gouvernements manquent de ressources pour fournir une pension universelle, chaque personne est en fin de compte responsable de s'assurer qu'elle dispose d'une épargne-retraite suffisante. Il est donc très important de connaître les bases du processus de planification de la retraite.

En tant que chercheur, Bomikazi Zeka, professeur adjoint en finance et planification financière, Université de Canberraje s'intéresse à la manière dont les gens utilisent les produits financiers pour surmonter les défis économiques et créer de la richesse. L'une des choses que j'étudie est de savoir si la planification de la retraite conduit à de meilleurs résultats à la retraite. Par exemple, mes recherches ont révélé que les personnes dont la situation financière est en ordre sont plus susceptibles de maintenir leur niveau de vie à la retraite.

Étant donné que la situation financière de chacun est unique, c'est toujours une bonne idée de parler à un planificateur financier pour obtenir des conseils financiers personnalisés.

Si vous n'avez pas beaucoup réfléchi à la planification de votre retraite ou si vous ne savez pas par où commencer, voici quatre points pour vous aider à démarrer.

Les objectifs de retraite vous font réfléchir à ce que vous souhaitez réaliser au moment de votre retraite et à ce que vous devez faire pour y parvenir. Certaines personnes peuvent avoir un objectif en tête quant au moment où elles souhaitent prendre leur retraite ou au montant de richesse qu'elles aimeraient avoir au moment de leur retraite.

Pour ceux qui ont un emploi qui implique une adhésion à une caisse de retraite, un régime de retraite professionnel est utilisé pour assurer leur retraite. Mais il existe également d'autres options disponibles pour vous aider à économiser.

Chacune de ces options a ses avantages et ses inconvénients et ce qui fonctionne le mieux pour une personne peut ne pas l'être pour une autre. Mais il existe plusieurs façons d'épargner pour la retraite, selon votre situation financière et vos objectifs de retraite. Obtenir des conseils professionnels vous aidera à déterminer ce qui vous convient le mieux.

Une fois que vous avez défini vos objectifs de retraite et mis en place un plan d'épargne-retraite, vous pouvez déterminer si vous épargnez suffisamment pour atteindre vos objectifs de retraite.

Vous devrez peut-être augmenter le montant mensuel que vous mettez de côté pour la retraite ou reconsidérer l'âge de votre retraite. Les calculateurs de retraite sont également un outil utile pour vérifier régulièrement vos progrès si votre situation financière change – par exemple, si vous changez d'employeur et gagnez un salaire différent.

De nombreuses personnes envisagent de travailler après l'âge de la retraite, tandis que d'autres n'envisagent pas de prendre leur retraite du tout. Il se peut qu'ils n'en aient pas les moyens. Il se peut qu'ils aient eu accès à leurs prestations de retraite trop tôt, qu'ils aient versé des cotisations irrégulières à un fonds de retraite ou qu'ils aient dû payer des frais administratifs élevés qui ont érodé la valeur finale des prestations de retraite.

Alors mieux vaut être préparé. La retraite peut sembler un événement lointain à planifier et à épargner, surtout lorsque les besoins financiers sont plus pressants. Il est important de réfléchir aux décisions financières que vous prenez maintenant et qui pourraient vous coûter cher à l'avenir. Si vous commencez à planifier votre retraite dès maintenant, votre futur vous en remerciera.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

UEMOA

# Le Togo en phase avec les critères de transition fiscale

Le rapport de suivi du programme de transition fiscale de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) pour le quatrième trimestre 2023 révèle que le Togo respecte l'ensemble des critères principaux de la transition fiscale fixés par l'UEMOA.

• Joël Yanclo

Le ratio des impôts et taxes perçus au cordon douanier rapportés aux recettes fiscales totales s'établit à 19,3%, conforme à la norme de l'UEMOA fixée à 45%. De plus, les recettes fiscales intérieures représentent 80,7% des recettes fiscales totales, dépassant largement la cible communautaire de 55%. Le ratio des recettes fiscales intérieures par rapport aux recettes fiscales sur le commerce extérieur est de 4,2, bien au-dessus de la norme de 1,5.

### Analyse des ratios fiscaux

Le critère combinant les droits de douane et les redevances statistiques, rapportés aux recettes fiscales totales, s'établit à 17,5%, tandis que le ratio de la TVA et des droits d'accises perçus au cordon douanier atteint 32,7%. Par ailleurs, les recettes fiscales intérieures directes représentent 27,1% des recettes fiscales totales, alors que les recettes fiscales intérieures indirectes en représentent 53,6%. Concernant les recettes fiscales



intérieures directes rapportées aux recettes fiscales intérieures totales, le ratio est de 33,5%, contre 66,5% pour les recettes fiscales intérieures indirectes.

### Performance Générale et Défis

Malgré ces performances conformes aux critères principaux, certains indicateurs de performance demeurent en deçà des seuils fixés par l'UEMOA. Le taux de pression fiscale s'établit à 14,7% en 2023, inférieur à la cible communautaire d'au moins 20%. De même, le ratio des impôts et taxes sur le commerce extérieur par rapport au PIB est de 3,0%, contre une cible de 7%.

### Indicateurs spécifiques et efficacité des contrôles

Le montant des moins-values rapporté aux

recettes fiscales totales atteint 17,7% pour le quatrième trimestre 2023. Les nouveaux contribuables immatriculés en 2023 représentent 23,2% du total des contribuables suivis. En fin d'année 2023,

95,2% des contrôles des brigades mixtes impôts-douane programmés ont été exécutés, témoignant de l'efficacité des mesures de contrôle.

### Interconnexion impôts-douane

Il est à noter que l'indicateur relatif à l'interconnexion impôts-douane n'est pas applicable au contexte togolais, étant donné que les deux régies sont intégrées avec une

seule direction informatique, permettant une exploitation systématique et partagée des informations. Ce rapport illustre les efforts continus du Togo pour se conformer aux normes fiscales de l'UEMOA, malgré les défis persistants en matière de pression fiscale et de mobilisation des recettes liées au commerce extérieur. Les autorités togolaises restent déterminées à poursuivre les réformes nécessaires pour renforcer la performance fiscale du pays.

Tableau 2: Evolution des critères complémentaires de la transition fiscale

CRITERES COMPLEMENTAIRES	Cible	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Année 2023
(Droit de douane + redevance statistique) rapportés aux recettes fiscales totales		18,5%	18,8%	20,4%	17,5%	18,8%
(TVA + droits d'accises au cordon douanier) rapportés aux recettes fiscales totales		30,7%	28,4%	35,4%	32,7%	32,0%
Recettes fiscales intérieures directes rapportées aux recettes fiscales totales		23,9%	29,6%	23,3%	27,1%	26,0%
Recettes fiscales intérieures indirectes rapportées aux recettes fiscales totales		55,5%	49,5%	54,2%	53,6%	53,2%
Recettes fiscales intérieures directes rapportées aux recettes fiscales intérieures		30,1%	37,4%	30,0%	33,5%	32,8%
Recettes fiscales intérieures indirectes rapportées aux recettes fiscales intérieures.		69,9%	62,6%	70,0%	66,5%	67,2%

Source : Données OTR, calcul CNPTF

Tableau 3: Evolution des indicateurs de performance de la transition fiscale

INDICATEURS DE PERFORMANCE	Cible	2021	2022	2023
Recettes fiscales sur PIB	>= 17%	13,8%	13,9%	14,7%
Recettes fiscales intérieures (directes et indirectes) sur PIB	>= 10%	11,1%	11,0%	11,6%
Impôts et taxes sur le commerce extérieur sur PIB	>= 7%	2,7%	2,9%	3,0%

Source : Données OTR, calcul CNPTF

## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

### Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

**Filets sociaux et Services de base**

**Les partenaires expriment leur satisfaction au terme du projet**

La Banque mondiale (BM), l'État togolais et l'Agence française de développement (AFD), partenaires financiers du projet « Filets sociaux et Services de base (FSB) », ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats obtenus lors de l'atelier de clôture du financement de la BM du projet, organisé, vendredi 24 mai 2024 à Lomé, comme le rapporte l'Agence togolaise de presse.

● Wilson Lawson

Raphaëla Béatrice Karlen, spécialiste principale en protection sociale et en charge du portefeuille protection sociale et emploi au bureau de la Banque mondiale au Togo, a déclaré qu'à la date de la clôture, le projet FSB avait touché environ 390 000 bénéficiaires directs dans les cinq régions du Togo, dont près de deux tiers étaient des femmes. "C'est en raison de ce succès qu'un nouveau programme de soutien à la protection sociale non contributive a été approuvé par le conseil d'administration de la Banque mondiale en juillet 2023, pour un montant total de 100 millions de dollars, dont la mise en œuvre a récemment commencé. Ce nouveau programme traduit l'engagement de notre institution à rester mobilisée aux côtés du gouvernement togolais pour l'aider à relever les défis prioritaires dans la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la résilience de sa population," a-t-elle ajouté. Zolika Bouabdallah, directrice de l'AFD au Togo, a exprimé sa gratitude au gouvernement pour son engagement envers la cohésion sociale et



la lutte contre la pauvreté, en particulier en facilitant l'accès aux services sociaux de base. "Je suis ravie qu'à travers ce projet, nous puissions collectivement témoigner des résultats atteints. L'un des succès qui va s'inscrire dans la durée et qui va permettre l'efficacité des programmes portés par le ministère, demeure la méthodologie," a-t-elle poursuivi. La ministre du Développement et de l'Emploi des Jeunes, Myriam Dossou-D'Almeida, a exprimé la gratitude du gouvernement togolais envers les partenaires et a souligné que, dans le prolongement de ce projet, l'État togolais poursuit, avec l'AFD, le déploiement des transferts monétaires. Parallèlement, avec la BM, il met un accent particulier sur l'amélioration du dialogue et de la résilience socio-économique et climatique des communautés frontalières du nord du Togo, dans le cadre

du projet de Cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (COSO). Organisé par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB), cet atelier a permis de présenter le bilan des six années de réalisation du projet FSB (novembre 2017 – décembre 2023) aux différentes parties prenantes. Le projet FSB avait pour objectif d'assurer aux ménages et communautés pauvres un meilleur accès aux infrastructures socio-économiques de base, aux filets sociaux et aux opportunités d'inclusion économique. Pour atteindre cet objectif, trois principales composantes, déclinées en six sous-composantes, ont été mises en œuvre : les sous-projets d'infrastructures, les filets sociaux productifs et le renforcement des capacités et la gestion du projet.

**Umoa-Titres**

**Le Togo lève 38,5 milliards FCFA**

Le Togo a bouclé ce vendredi 24 mai, une nouvelle sortie sur le marché des titres publics de l'Uemoa.

En quête de 35 milliards FCFA, via une émission simultanée de bons (BAT) et d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT), le pays a finalement retenu 38,5 milliards FCFA. Au total, les investisseurs

ont proposé une enveloppe de 76,8 milliards FCFA, soit 219,46 % de taux de couverture de l'opération. Dans le détail, 9,8 milliards FCFA ont été collectés grâce aux BAT émis sur la maturité de 182 jours aux taux d'intérêts

multiples. Quant aux 28,7 milliards restants, ils ont été mobilisés via les OAT émises sur 3 et 5 ans, avec des taux d'intérêt annuels de 6,15% et 6,40%. Pour rappel, ces ressources collectées permettront au Togo de couvrir les besoins en financement de son budget gestion 2024, qui s'équilibre en recettes et en dépenses à 2179 milliards FCFA.



(Togo Officiel)

**Togo**

**Une stratégie nationale quinquennale en matière de cybersécurité**

Le pays dispose désormais d'une stratégie nationale de cybersécurité pour la période 2024-2028. Élaboré par l'Agence nationale de la Cybersécurité (ANCy) et publiée officiellement le mercredi 22 mai 2024, ce référentiel du pays en matière de cybersécurité devrait contribuer au renforcement de la sécurité numérique du pays qui ambitionne de devenir un leader régional en la matière.

Il s'agit d'un document qui détermine des actions à mener pour garantir la cybersécurité au Togo. De fait, il repose sur quatre piliers principaux, à savoir la promotion de la culture de la cybersécurité grâce à la sensibilisation et à la formation ; la protection des systèmes d'information critiques ; le renforcement du système de réponse aux incidents informatiques, et le renforcement des mécanismes juridiques envers les auteurs de crimes et délits de cybersécurité. Ce document qui servira de guide pour le Togo jusqu'en 2028, selon l'ANCy, est une émanation d'une concertation



avec les principaux acteurs du secteur. Sa mise en place, selon Victoire Tomégah-Dogbé, cheffe du gouvernement démissionnaire, qui pilote le comité stratégique de l'Agence, « est une étape cruciale dans l'engagement du gouvernement à anticiper et faire face aux menaces numériques de toutes natures, afin de garantir la protection

des citoyens, des entreprises, ainsi que des infrastructures et services critiques contre les menaces numériques ». L'élaboration de cette stratégie vient conforter l'engagement du Togo de faire de l'économie numérique, l'un des axes de son développement en contrant les cybermenaces.

Avec Togo First

**Santé**

**Le 23e Forum Pharmaceutique International à Lomé du 3 au 6 juillet 2024**

Lomé va accueillir le 23e Forum Pharmaceutique International (FPI), du 3 au 6 juillet 2024. Organisé sous le thème "Accès aux soins : défis, enjeux et perspectives pour le secteur pharmaceutique", l'événement a été lancé jeudi 23 mai dans la capitale togolaise.



Il promet de réunir entre 1000 et 1500 participants d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique. Il s'agira d'aborder les défis, les enjeux et les perspectives liés à l'accès aux soins dans le secteur pharmaceutique. L'objectif principal est d'outiller les participants, notamment les pharmaciens africains, afin de garantir à chaque citoyen un accès universel à des services de santé de qualité et à des médicaments sûrs, efficaces et abordables. Il y est prévu des communications scientifiques, des tables rondes, des conférences thématiques, des symposiums, des rencontres B to B, des sessions de formation continue, des expositions

et des sorties récréatives. Au programme, l'événement offrira une plateforme d'échange et de partage d'expériences cruciales pour l'amélioration des systèmes de santé. Notons que ce rendez-vous international s'annonce dans un contexte où près de 30% de la population mondiale manque d'accès à des services de santé essentiels, soulignant ainsi l'urgence d'actions concertées pour combler les lacunes persistantes en matière de santé. Au Togo, cela intervient dans un contexte d'importants débats et tractations, liés à l'ambition des autorités de mettre en œuvre la Couverture Sanitaire Universelle

(CSU), et de défis importants liés notamment à la mobilisation des financements nécessaires et l'accès équitable à des médicaments de qualité à un coût abordable. « La finalité du FPI, c'est de formuler de grandes recommandations, pour que chaque pays puisse dire à Lomé quelle est son expérience par rapport à l'accès universel aux soins de santé. Et je suis sûr que nous allons ressortir de ce forum avec de fortes recommandations que chaque pays va implémenter, afin que nos populations puissent bénéficier des meilleurs soins », a ainsi indiqué Dr Sandouidi Alfred, Secrétaire permanent du FPI.

(Togo First)

**Le Togo en chiffres**

Principaux pays partenaires du Togo	
Principaux clients (% des exportations)	Principaux fournisseurs (% des importations)
2020	2020
Burkina Faso 13,8	Chine 20,3
Mali 13,0	France 8,6
Bénin 10,0	Inde 7,5
Niger 8,5	Ghana 5,6
Ghana 8,1	Japon 4,3
Inde 7,4	Égypte 3,6
Côte d'Ivoire 6,4	Allemagne 3,5

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (% du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (% du PIB)	40,8	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.482	2.316
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.088
Importations de services (millions USD)	387	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

## Bouchées de sushi : un en-cas facile et délicieux

POUR L'AMOUR DES AMATEURS DE SUSHIS



Dites à vos amis : « Je connais le restaurant Songhai qui sert les meilleurs sushis du Togo ».

Nous avons tellement de bons légumes que nous voulons utiliser les ingrédients d'ici, au lieu de faire venir du poisson du Japon, ce qui est incroyable, nous pensons que les légumes parlent du Togo.

Nous avons l'habitude d'ajouter beaucoup de choses sur les sushis. Du fromage et de l'avocat ou encore de la mangue avec du wasabi et du chili. De l'huile de truffe. Si l'on en ajoute beaucoup plus, ce n'est pas mal, c'est ce que veulent les clients. Mais nous voulons nous concentrer sur la saveur du légume, apprécier l'ingrédient brut pour ce qu'il est.

Les légumes ont plus de variété et de texture que les fruits de mer, et la plupart des légumes se marient bien avec le riz à sushi.

L'utilisation de matières premières aussi fraîches que possible a non seulement un effet positif sur la durée de conservation, mais garantit également un goût et une qualité de haut niveau.

Notre objectif est d'obtenir des rouleaux de sushis et de makis de grande qualité. Si parfois vous devez tout laisser tomber pour venir manger des sushis, alors ceci est pour vous ! Dites-nous quel est votre sushi préféré et quel est votre rouleau préféré, Le sushi est un plat de riz de base de la cuisine japonaise, composé de riz cuit aromatisé avec du vinaigre et une variété de garnitures de légumes, d'œufs ou de fruits de mer crus et servis froids.

Ici, nous le préparons avec 3 tasses de riz et 3 tasses d'eau. C'est parfait pour des sushis pour environ 4 personnes. Veuillez simplement à utiliser la même quantité de riz que d'eau. Faites tremper le riz pendant au moins 30 minutes.

Vous devez utiliser un riz à sushi japonais adapté, pas n'importe quel riz. Le riz basmati, aussi délicieux soit-il, ne convient pas. Le riz à sushi est un riz à grain court à forte teneur en amidon. Il est donc brillant et collant.

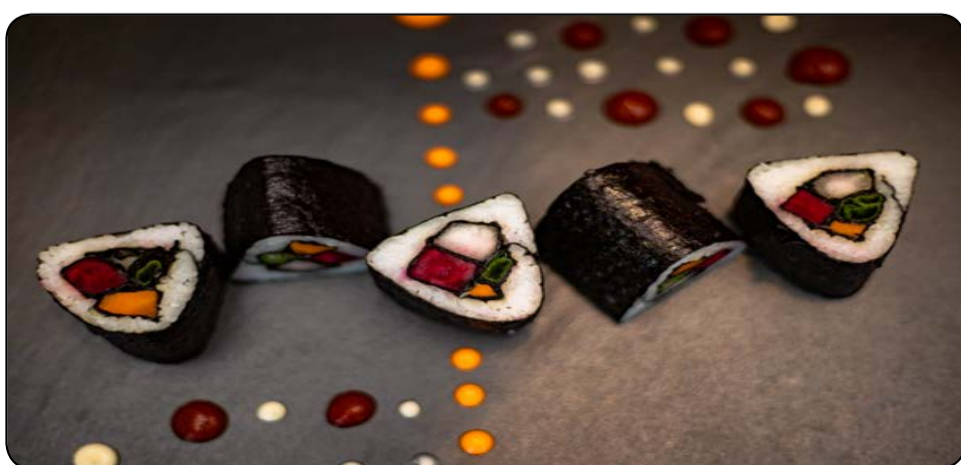
### Les ingrédients

#### Pour la sauce de trempage

- 1 cuillère à café de wasabi
- Jus de ½ citron vert
- 2 cuillères à soupe de sauce soja foncée ou de tamari
- 1 cuillère à café d'huile de sésame

#### Pour les rouleaux de nori

- 1 betterave (environ 120 g), pelée, extrémités coupées et découpée en fines nouilles à l'aide d'un spiralizer
- 3 feuilles de nori
- 1 avocat mûr, coupé en fines tranches
- 1/2 concombre, extrémités coupées, coupé en deux dans le sens de la largeur et transformé en fines nouilles à l'aide d'un spiralizer, puis épongé pour absorber l'excès d'humidité
- 2 cuillères à café de graines de sésame grillées



## Sushi bites easy delicious snack FOR THE LOVE OF SUSHI LOVERS

Tell your friends: 'I know Songhai Restaurant who served the best sushi in Togo.'

We have so many great vegetables, I want to use the ingredients that are from here, instead of having fish shipped from Japan, which is amazing that we can do that, but I think vegetables speak of Togo.

I used to add lot of stuff on top of sushi. Cheese and avocado. Or mango with wasabi and chile. Truffle oil. Things like that, if you add much more, it's not wrong; customers want that. But I want to focus on the flavor of the vegetable, appreciate the raw ingredient for what it is.

Vegetables have more variety and more texture than seafood, and most vegetables go well with sushi rice.

The use of the freshest possible raw material not only has a positive effect on the shelf life, but also ensures a high quality taste and quality.

Our pursuit of Great Sushi/Maki Rolls. So if at times you need to drop everything to come eat Sushi then this is for you! Tell us your favorite sushi and what roll is your Favorite, Sushi, a staple rice dish of Japanese cuisine, consisting of cooked rice flavored with vinegar and a variety of vegetable, egg, or raw seafood garnishes and served cold.

Here I make it with 3 cups of rice & 3 cups of water. Perfect for sushi for approx. 4 people. Just make sure you use the same amount of rice as water. Soak the rice for at least 30 mins.

You must use a suitable Japanese sushi rice, not just any rice. Basmati rice, delicious as it is, will not work. Sushi rice is a short grain rice with a high starch content. This makes it shiny and sticky.

### Ingredients

#### For the dipping sauce

- 1 tsp wasabi
- Juice of ½ lime
- 2 tbsp. dark soy sauce or tamari
- 1 tsp sesame oil

#### For the nori rolls

- 1 beetroot (about 120g), peeled, ends trimmed and spiralizer into thin noodles
- 3 sheets of nori
- 1 ripe avocado, thinly sliced
- 1/2 cucumber, ends trimmed, cut in half width ways and spiralizer into thin noodles then patted dry to absorb excess moisture
- 2 tsp toasted sesame seeds



## Guinée-Bissau

### Hausse de 8 % de la production de noix de cajou en 2023

La Guinée-Bissau est l'un des principaux producteurs de noix de cajou en Afrique de l'Ouest avec la Côte d'Ivoire, le Nigéria ou encore le Bénin. Dans le pays, la filière fournit environ 90 % des recettes d'exportation et assure des revenus à 80 % de la population.

En Guinée-Bissau, la récolte de noix de cajou s'est établie à 260 000 tonnes en 2023, affichant une hausse de 8,3 % par rapport à la campagne précédente (240 000 tonnes). C'est ce qu'indique la Banque mondiale dans son rapport annuel sur la Situation économique du pays d'Afrique de l'Ouest publié le 16 mai dernier. En dépit de cette croissance d'une année sur l'autre de la production, les volumes exportés ont stagné, s'établissant à 170 000 tonnes contre un stock évalué à 171 000 tonnes un an plus tôt. Pour expliquer cette situation, l'institution financière évoque notamment le niveau élevé de la contrebande vers les pays voisins comme le Sénégal et la Guinée qui a concerné le reste de la récolte. «Les mauvais résultats à l'exportation s'expliquent en partie par la faiblesse de la demande et des prix internationaux, mais aussi par un monopole sur les conteneurs d'expédition au début de la campagne, qui a fait grimper les prix des conteneurs et entraîné des niveaux élevés de contrebande vers la Guinée et le Sénégal pour éviter les coûts supplémentaires», peut-on lire dans le rapport. D'après la Banque mondiale, la faiblesse des prix sur le marché interna-



tional s'est traduite par une baisse des prix à la production, qui n'ont pas dépassé 150 Fcfa/kg dans certaines régions pendant la majeure partie de la campagne et qui sont restés en deçà du seuil de 375 Fcfa/kg fixé par le gouvernement.

#### Des perspectives favorables pour la filière en 2024

Les autorités tablent cependant sur une amélioration de la production en 2024, notamment en raison de conditions météorologiques favorables et du programme de soutien aux agriculteurs mis en œuvre par le gouvernement. Selon la Banque mondiale, les exportations devraient aussi s'améliorer sensiblement avec l'autorisation d'exportation par 9 routes frontalières alors que jusqu'ici seules les exportations de noix de cajou par le port de Bissau étaient auto-

risées. D'après l'institution financière, les perturbations liées aux attaques Houthis en mer Rouge peuvent également créer des opportunités de croissance en Guinée-Bissau. «Les perturbations maritimes au Moyen-Orient ont entraîné une hausse des coûts de fret entre l'Asie et l'Europe, ce qui s'est traduit par une augmentation de la demande de noix de cajou en provenance d'Afrique. Cette perturbation permet d'obtenir une prime de 0,2 à 0,3 \$/kg par rapport à la noix de cajou d'origine vietnamienne sur les contrats au comptant. Malgré les risques liés au commerce maritime, les entreprises chinoises devraient pénétrer le marché de la transformation en Asie, en concurrence avec l'Inde et le Viêt Nam pour le cajou bissau-guinéen, créant ainsi de nouveaux liens commerciaux», souligne également le rapport.

Avec Agence Ecofin

## Bénin

### L'Etat alloue plus de 5,6 millions \$ pour scolariser les filles

Après l'enseignement primaire, le Bénin veut étendre la gratuité de la scolarité pour les filles au secondaire. Une phase expérimentale ciblant 20 communes du pays est mise en œuvre cette année scolaire.

Pour l'année scolaire 2023/2024, le gouvernement du Bénin a débloqué la somme de 3,4 milliards de FCFA (5,6 millions USD) pour soutenir son projet de gratuité de la scolarité pour les élèves filles des établissements publics de l'enseignement secondaire général. « Il est institué, au titre de l'année scolaire 2023/2024, une allocation financière au profit des établissements publics de l'enseignement secondaire général du Bénin dans le cadre de la subvention par l'Etat des frais de contribution scolaire des élèves filles et des élèves filles des classes du second cycle [...] Le montant total de l'allocation est évalué à 3 437 255 000 FCFA », indiquent les deux premiers articles d'un arrêté publié par le ministère des



Enseignements secondaire, technique et de la Formation professionnelle signé depuis le 1er février dernier. Cet arrêté donne tout son sens à la note ministérielle publiée le 13 février invitant les responsables d'établissement à veiller à l'application de la gratuité de la scolarité pour les filles dans 20 communes parmi les plus vulnérables du pays. Cette mesure, en phase expérimentale, témoigne clairement de la volonté du gouvernement à maintenir

les filles le plus longtemps dans le système éducatif. Une ambition gouvernementale déjà déclinée dans le cadre du Projet d'autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD) dont l'une des missions est d'augmenter le taux de scolarisation des filles. Rappelons que la gratuité de la scolarité des filles est déjà effective dans l'enseignement primaire au Bénin.

Avec Agence Ecofin

## Umoja

### Le nouvel axe numérique entre l'Afrique et l'Australie

Google a annoncé le lancement d'Umoja, une initiative visant à renforcer la connectivité numérique en Afrique.

Ce projet implique le déploiement d'un câble sous-marin reliant directement l'Afrique à l'Australie, passant par plusieurs pays africains dont le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la RDC, la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. En partenariat avec Liquid Technologies, ce câble offrira des points d'accès pour améliorer la fiabilité et la résilience du réseau. L'initiative fait partie du projet Africa Connect, destiné à promouvoir l'inclusion numérique et la croissance économique. Umoja permettra de renforcer l'infrastructure numérique de la région, assurant une connectivité plus fiable et plus étendue. Meg Whitman, ambas-



sadrice des États-Unis au Kenya, a déclaré que cette initiative est cruciale pour la transformation numérique du Kenya. En outre, le Président du Kenya, William Ruto, a souligné l'importance de ce projet pour l'inclusion numérique et les opportunités économiques. L'investissement de Google s'inscrit dans un engagement plus large de 1 milliard de dollars pour soutenir la transformation numérique en Afrique. En plus de la connectivité, Google col-

laborera avec le Kenya pour renforcer la cybersécurité à travers des solutions cloud. Cette initiative comprend le développement de capacités de cyberdéfense pour le portail eCitizen. Par ailleurs, Google soutiendra l'innovation numérique par des programmes de formation et des partenariats avec des institutions locales, comme Jacaranda Health pour améliorer les résultats en santé maternelle.

Avec [afriqueitnews.com](http://afriqueitnews.com)

## Niger

### Le secteur privé appelle la BAD à des investissements massifs

La vice-présidente du Groupe de la Banque chargée du Développement régional, de l'Intégration et de la Prestation de services Marie-Laure Akin-Olugbade (extrême droite), a eu des échanges constructifs avec le secteur privé nigérien et les partenaires techniques et financiers du Niger.

• Nicole Esso

Le secteur privé du Niger, vaste pays sahélien d'Afrique de l'Ouest confronté depuis quelques années à une crise sécuritaire appelle le Groupe de la Banque africaine de développement à investir massivement dans le pays pour dynamiser davantage l'économie la plus performante d'Afrique en 2024. S'exprimant le 15 mai dernier devant la vice-présidente du Groupe de la Banque chargée du Développement régional, de l'Intégration et de la Prestation de services, Marie-Laure Akin-Olugbade, les membres du secteur privé ont demandé « un plan Adesina » (du nom du président du Groupe de la Banque) pour redynamiser l'économie du Niger. Avec une croissance de 11,2%, l'économie du Niger sera la plus performante d'Afrique en 2024, selon la Banque africaine de développement. Cinq autres propositions ont été faites par les participants à la rencontre : apurement de la dette intérieure pour soulager les opérateurs économiques, adaptation de l'offre de produits financiers des banques commerciales aux besoins réels de financement, recrutement de profils adaptés pour accompagner les PME/PMI et mise en relation des femmes entrepreneures, notamment dans le secteur de la transformation



des produits agricoles en facilitant leur accès aux produits de l'Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA, sigle en anglais). Ils ont aussi souhaité une meilleure implication des structures et acteurs de la recherche-action pour améliorer la qualité des productions agricoles et de stockage et la mise en place de partenariats public-privé pour accompagner les startups du secteur agricole. Le secteur privé a aussi noté des difficultés d'accès des PME/PMI aux lignes de crédit financés par la Banque, auprès des banques commerciales locales, ainsi que l'absence de dispositif de renforcement de capacités techniques des femmes entrepreneures en gestion d'entreprise, en éducation financière et en entrepreneuriat. La vice-présidente a indiqué que le Niger bénéficiera de l'initiative AFAWA dont l'un des dispositifs permet de renforcer les capacités techniques des femmes entrepreneures et des Banques locales afin que celles-ci appréhendent mieux l'entrepreneuriat des femmes. Marie-Laure Akin-Olugbade

a aussi rencontré les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux du Niger : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Union européenne, Programme des Nations unies pour le développement, Fonds international pour le développement de l'agriculture, Organisation des Nations unies pour l'alimentation, Onu/Femmes, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, les ambassades des États-Unis d'Amérique et l'USAID, du Royaume-Uni, de la Turquie et les coopérations belge et italienne dans le pays. Les échanges ont permis de noter la convergence dans les domaines prioritaires d'intervention à savoir l'agriculture, les transports, l'énergie, l'eau et assainissement. Sur ce point, des possibilités de partenariat entre la Banque et certains partenaires techniques financiers, notamment la Banque mondiale, peuvent être envisagées pour des financements parallèles d'opérations d'envergure disposant d'études de faisabilité complètes dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des transports.

lundi 27 mai 2024

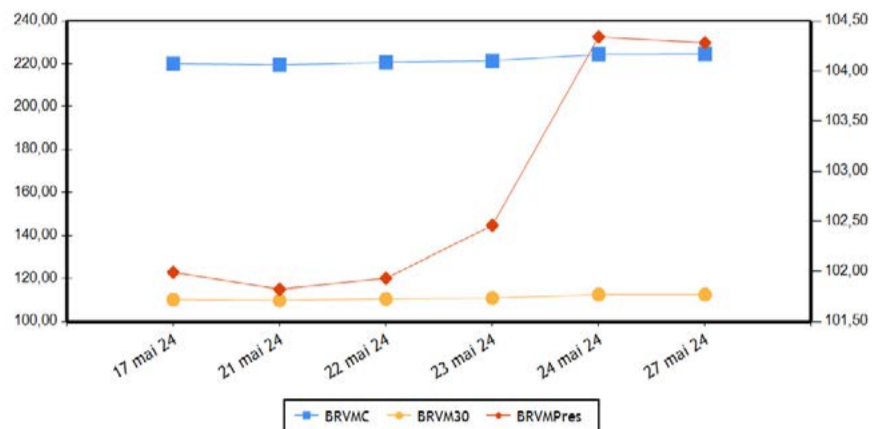
N° 99

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>224,62</b>
Variation Jour	0,08 %
Variation annuelle	4,89 %

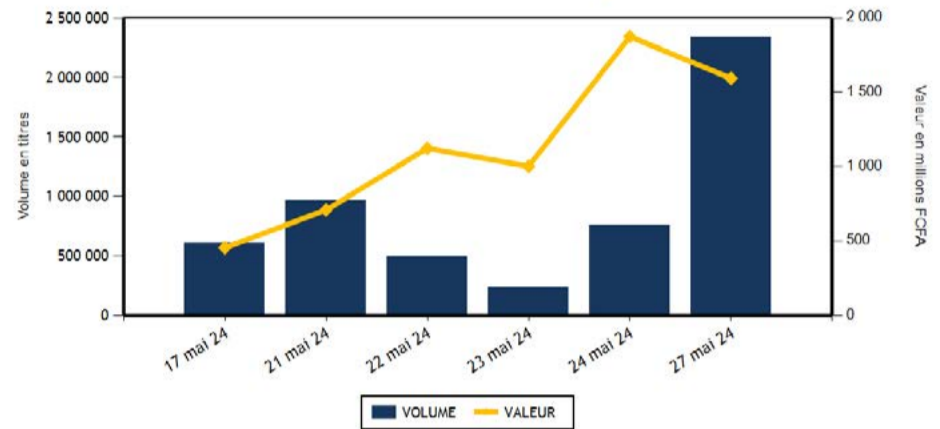
<b>BRVM 30</b>	<b>112,52</b>
Variation Jour	0,02 %
Variation annuelle	4,33 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>104,28</b>
Variation Jour	-0,06 %
Variation annuelle	2,77 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 356 319 326 224	0,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 258 712	204,95 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	833 898 124	-50,95 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	15	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	16	100,00 %
Nombre de titres inchangés	11	-15,38 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	650	7,44 %	-21,69 %
BERNABE CI (BNBC)	1 120	6,67 %	12,00 %
SICABLE CI (CABC)	1 055	5,50 %	-4,95 %
SITAB CI (STBC)	7 200	4,80 %	21,11 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	19 300	4,32 %	20,25 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	104,28	-0,06 %	2,77 %	40 779	291 312 910	7,17
BRVM-PRINCIPAL	36	108,89	-0,04 %	4,74 %	2 217 933	542 585 214	8,86

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	105,40	0,80 %	4,33 %	21 811	109 181 515	8,37
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	564,73	-0,08 %	6,26 %	40 997	213 662 645	8,67
BRVM - FINANCES	15	90,73	0,32 %	4,99 %	2 167 447	452 666 244	5,83
BRVM - TRANSPORT	2	354,83	1,36 %	7,21 %	7 476	10 638 335	7,86
BRVM - AGRICULTURE	5	154,82	-1,63 %	-4,17 %	14 052	33 784 060	11,53
BRVM - DISTRIBUTION	7	323,66	-0,57 %	-1,39 %	6 924	13 961 625	41,90
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	913,07	0,00 %	-17,78 %	5	3 700	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,87
Taux de rendement moyen du marché	8,46
Taux de rentabilité moyen du marché	10,15
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	145
Volume moyen annuel par séance	362 513,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 023 063 831,46

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	28,16
Ratio moyen de satisfaction	75,33
Ratio moyen de tendance	267,52
Ratio moyen de couverture	37,38
Taux de rotation moyen du marché	0,21
Prime de risque du marché	6,95
Nombre de SGI participantes	33

## Définitions

Volume moyen annuel par séance  
Valeur moyenne annuelle par séance  
Ratio moyen de liquidité  
Ratio moyen de satisfaction  
Ratio moyen de tendance  
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances  
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation  
PER moyen du marché  
Taux de rendement moyen  
Taux de rentabilité moyen  
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
Fax : +225 20 32 66 84  
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



## Climat

## La France a réduit sa facture carbone en 2023

Les gaz à effet de serre émis par l'activité humaine en France ont baissé dans quasiment tous les secteurs de l'économie, reculant de 5,8% en France en 2023, par rapport à 2022. Mais des progrès restent encore à faire, notamment en matière de captation de carbone par les forêts de l'Hexagone, en souffrance.

La France tient le rythme prévu pour décarboner son économie, mais les forêts et les sols de son territoire n'absorbent pas autant de CO<sub>2</sub> que prévu. Ce qui empêche, de peu, le pays de tenir ses objectifs climatiques et de rattraper le retard accumulé lors de la précédente décennie. Telle est la conclusion tirée par le Citepa, l'organisme chargé de l'inventaire des gaz à effet de serre français, dans un rapport publié ce jeudi. Les gaz à effet de serre émis par l'activité humaine en France ont ainsi baissé dans quasiment tous les secteurs de l'économie (agriculture, transports, industrie...), reculant de 5,8% en France en 2023 par rapport à 2022. Ce chiffre, dont s'enorgueillit le gouvernement (après un recul de 2,7% entre 2021 et 2022), avait été dévoilé en avant première mercredi, par le Premier ministre Gabriel Attal.

## Dans les clous, mais peut mieux faire

Selon le rapport du Citepa, en 2023, la France a donc rejeté dans l'atmosphère l'équivalent de 373 millions de tonnes de dioxyde de carbone (Mt CO<sub>2</sub>e), « soit en dessous du niveau minimum record de 2020 », lors du ralentissement majeur de l'économie pendant la pandémie de Covid. Ramenées au nombre d'habitants, le taux d'émissions passent donc de 5,5 tonnes de CO<sub>2</sub> par citoyens français (2022), à 5,2 tonnes



en 2023. « Après un plateau relatif dans les années 1990 jusqu'en 2005, une diminution irrégulière de 2006 à 2014, puis une période de lente ré-augmentation des émissions entre 2014 et 2017, les émissions de GES connaissent une dynamique de réduction plus marquée depuis 2017 », résume le Citepa. « On est dans les clous de nos objectifs », s'est empressé de se féliciter ce jeudi l'entourage du ministre de la Transition écologique Christophe Béchu.

## Un progrès notable sur la décarbonation de l'électricité

« Pour le secteur de l'industrie de l'énergie, le niveau d'émissions atteint en 2023, de 35 Mt CO<sub>2</sub>, constitue le niveau le plus bas depuis 1990, en baisse de 17,9% par rapport à 2022 », souligne également l'organisme. Une bonne performance qui s'explique par la hausse de la production d'électricité bas-carbone tricolore, ainsi que la poursuite de la baisse de la consommation d'électricité des Français. Après une année 2022 marquée par un

manque de disponibilité de plusieurs centrales nucléaires (une énergie décarbonée), 2023 a ainsi vu les centrales nucléaires françaises reprendre progressivement leur activité.

## Une baisse d'émissions à consolider

Cette baisse des émissions de CO<sub>2</sub> françaises en 2023 va-t-elle se consolider ? Pas si sûr selon Anne Bringault, du Réseau Action Climat. D'après elle, ces réductions sont une « bonne nouvelle », mais « en grande partie liée à des facteurs conjoncturels comme la baisse de l'activité économique, les prix élevés de l'énergie ou le redémarrage de réacteurs nucléaires » à l'arrêt en 2022. L'experte appelle donc l'exécutif à s'attaquer notamment aux émissions du secteur des transports. De son côté, le Citepa constate une « situation inédite où tous les grands secteurs émetteurs participent à une baisse des émissions, dans un contexte particulier (inflation, reprise de production nucléaire...), mais sans crise économique majeure ». (Avec AFP)

## Automobile

## Mercedes-Benz stoppe un projet pour l'électrique haut de gamme

Le constructeur a jugé qu'une ligne de production spéciale pour la Classe S et la GLE ne valait pas le coup pour l'instant.

Le constructeur allemand Mercedes-Benz va arrêter un projet de plate-forme dédiée au développement de modèles électriques haut de gamme, l'effort financier n'en valant plus la peine au moment où le marché de l'électrique patine. Le constructeur de voitures premium voulait initialement créer une ligne de production nouvelle pour y assembler des modèles haut de gamme à propulsion électrique comme la Classe S et la GLE à partir de 2028. La production va finalement continuer à être organisée sur une ligne « de manière à ce qu'elle soit flexible en termes de systèmes d'entraînement »

propulsant le moteur, a indiqué un porte-parole du groupe à l'AFP, confirmant des informations publiées lundi par le quotidien allemand «Handelsblatt».

## Faibles ventes des modèles électriques

En sortiront des véhicules équipés « à la fois d'une motorisation entièrement électrique et d'un moteur à combustion de haute technologie » et ce « jusqu'à dans les années 2030 », a ajouté cette source. Objectif : « exploiter durablement les gains d'efficacité entre les séries nouvelles et existantes ». Les modèles convention-

nels et à moteur électrique continueront ainsi à être construits de manière flexible sur une seule ligne à l'usine historique de Sindelfingen. Compte tenu de la faiblesse actuelle des ventes de modèles électriques, le coût financier à supporter pour la nouvelle infrastructure dédiée aux modèles électriques n'était plus justifié, selon le «Handelsblatt». Le patron de Mercedes-Benz, Ola Källenius, a estimé en février que les voitures électriques et hybrides rechargeables de la marque à l'étoile auront une part d'environ 50% dans la production totale d'ici à la fin de la décennie en cours. (AFP)

## Droits voisins

## X contraint de dévoiler aux médias l'argent qu'il tire de leurs articles

Le réseau social X (ex-Twitter) va devoir fournir une série de données commerciales permettant d'évaluer les revenus que le réseau social tire des contenus d'une dizaine de médias, a ordonné ce jeudi en référé le tribunal judiciaire de Paris.

La justice demande des comptes à X sur les droits voisins. Saisi par une dizaine de médias, le tribunal judiciaire de Paris a ordonné jeudi en référé à l'ex-Twitter de leur fournir une série de données commerciales permettant d'évaluer les revenus que le réseau social tire de leurs contenus. Le litige entre X et ces médias, parmi lesquels Le Monde, Le Figaro et l'AFP, porte sur les droits voisins du droit d'auteur. Il permet aux journaux, magazines ou agences de presse de se faire rémunérer lorsque leurs contenus sont réutilisés par les plateformes internet.

## Deux mois pour fournir les données

Le juge des référés a ordonné à X de communiquer « dans un délai de deux mois » aux médias demandeurs le nombre de vues et le taux de clics sur leurs publications, le nombre moyen d'engagements (retweets, citations, réponses, j'aime, partages...), ainsi que « les revenus publicitaires générés en France sur X » en lien avec ces publications, selon le jugement dont l'AFP a eu copie. Il est aussi demandé la description du fonctionnement des algo-



algorithmes de X conduisant à afficher les publications. Ces données, qui devront rester confidentielles entre les parties, sont nécessaires pour une « évaluation transparente » de la rémunération que les médias estiment due au titre des droits voisins. Ils devront faire un recours au fond pour réclamer ce paiement, sur lequel le juge des référés (une procédure d'urgence) ne s'est pas prononcé. Après une longue bataille judiciaire, plusieurs médias français et européens, dont l'AFP, ont obtenu à partir de 2021 et 2022 une rémunération pour l'utilisation de leurs contenus auprès de Google, dont les montants sont restés confidentiels. Certains éditeurs sont également parvenus à un accord de licence pour l'utilisation de leurs contenus avec Facebook.

## Les groupes de presse réclament des

## données chiffrées

L'été dernier, les groupes Le Monde (Le Monde, Télérama, Courrier International, Le Huffington Post, Malesherbes Publications et L'Obs), Le Figaro et Les Échos-Le Parisien avaient assigné en référé X et sa filiale française face à leur refus de négocier. L'Agence France-Presse avait fait de même. Une médiation avait ensuite échoué et une audience s'était tenue au tribunal le 4 mars dernier. Lundi 4 mars, les groupes de presse ont à nouveau réclamer les données chiffrées et statistiques permettant de calculer des droits voisins, et l'AFP a demandé une provision de 400.000 euros. « Il faut que le barrage cède, le temps de l'obstruction est terminé », a lancé l'avocat de l'agence, Me Julien Guinot-Delery.

(Avec AFP)

## Intelligence artificielle

## Microsoft et OpenAI avancent sur l'IA malgré les controverses

Le patron d'OpenAI s'est félicité mardi des progrès en intelligence artificielle lors de la conférence annuelle de son principal investisseur, Microsoft.

Sam Altman, le patron d'OpenAI (ChatGPT), a défendu mardi l'intelligence artificielle (IA) générative conçue par son entreprise comme « suffisamment sûre », et encouragé le secteur à avancer rapidement dans cette technologie, malgré les controverses actuelles autour de sa start-up. GPT-4, le modèle d'IA d'OpenAI, « est loin d'être parfait. Nous avons encore du travail, mais il est généralement considéré comme suffisamment solide et suffisamment sûr pour un grand nombre d'usages », a-t-il déclaré à Seattle sur la scène de «Build», la conférence annuelle de Microsoft, son principal investisseur. Après les annonces flamboyantes d'OpenAI et de Google la semaine dernière, et bien avant celles très attendues d'Apple en juin, c'était au tour de Microsoft cette semaine d'étaler ses innovations dans la technologie considérée comme une nouvelle révolution industrielle.

## Polémiques

Mais l'accumulation des polémiques a quelque peu volé la vedette au géant informatique, auto proclamée « leader de l'industrie dans l'IA ». Sam Altman vient en effet de présenter des excuses à l'actrice Scarlett Johansson, qui l'accuse d'avoir copié sa voix pour le tout nouveau mode vocal de ChatGPT. Il a aussi suspendu Sky, la voix en question générée par l'IA, utilisée lors d'une démonstration des capacités de son nouveau modèle multimodal, GPT-4o. Dans un communiqué lundi, l'actrice a raconté avoir refusé au dirigeant le droit d'utiliser sa voix, et s'est dite « choquée » par la forte ressemblance. « J'ai été très surpris par à quel point j'aime le nouveau mode vocal », a cependant confié Sam Altman, tout sourire, sur scène mardi.

## «Produits tape-à-l'œil»

Il a encouragé les milliers de

développeurs qui suivent la conférence à « profiter » de cette « période spéciale », « la plus excitante depuis l'avènement du mobile, voire d'internet ». « Ce n'est pas le moment de remettre vos idées à plus tard ou d'attendre les prochaines évolutions », a-t-il insisté. Il a aussi vanté les performances son nouveau modèle : « la vitesse et le coût sont très importants. Avec GPT-4o, nous avons réussi à diviser le prix par deux tout en doublant la vitesse ». Et à l'avenir, « les modèles vont devenir encore plus intelligents », a-t-il promis, assurant que « c'est ce qui compte le plus ». De nombreux observateurs et élus s'inquiètent de la vitesse ultrarapide à laquelle les géants de la tech déploient des outils d'IA toujours plus perfectionnés et humanisés. Les groupes, eux, se félicitent de leurs progrès exponentiels, et assurent que « ce n'est que le début ».

(AFP)



## Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
9 <sup>ème</sup> édition du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture	08 au 11 février 2024	Oran, Algérie +213 20 30 56 54/ 213 5 55 57 80 16 Email : <a href="mailto:spia@capaalgerie.com">spia@capaalgerie.com</a> <a href="https://www.capaalgerie.com">https://www.capaalgerie.com</a>	Gouvernement Algérien
14 <sup>ème</sup> Salon méditerranéen de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 au 19 mai 2024	Palais des Foires Sfax (Tunisie) +216 74228770 / 28 610 000/01 <a href="http://www.smamedfood.com">www.smamedfood.com</a>	Sfax International Fair Association
3 <sup>ème</sup> édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI 2024)	16 au 17 mai 2024	Hôtel 2 février Lomé/Togo +228 93 03 36 36 / +228 97 67 30 30 +228 22 20 38 41 <a href="mailto:INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA">INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA</a> <a href="http://WWW.FONI.AFRICA">WWW.FONI.AFRICA</a>	Afrik Créances
9 <sup>ème</sup> édition du Salon « PETROAFRICA »	25 au 28 juin 2024	El Kram expo center, Tunisie Email : <a href="mailto:besma@petroafrica.org">besma@petroafrica.org</a> <a href="http://www.petroafrica.org">www.petroafrica.org</a> Tél : +216 22 310 729 / +216 54 246 752	XTRADE For Events Secteur : Pétrole, Gaz, Energie
Salon international du Transport et de la Logistique « Logistica Africa 2024 »	25 au 28 juin 2024	Centre Main Bowi de Tafawa Balewa Square à Lagos, Nigéria <a href="mailto:kayodesoquntuase@yahoo.co.uk">kayodesoquntuase@yahoo.co.uk</a> +234 81 328 37 393	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Nigéria
1 <sup>ère</sup> édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
2 <sup>ème</sup> édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : <a href="mailto:leconomistbenin1@gmail.com">leconomistbenin1@gmail.com</a> <a href="http://www.leconomistbenin.com">www.leconomistbenin.com</a>	L'Economiste du Bénin
Africa Ceo Forum Rendez-vous annuel du secteur privé africain	16 au 17 mai 2024	Kigali Rwanda Email : <a href="mailto:register@theafricaceoforum.com">register@theafricaceoforum.com</a> <a href="mailto:partners@theafricaceoforum.com">partners@theafricaceoforum.com</a> tél : +221 33 889 21 06	IFC Jeune Afrique Média Group

**NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880**

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)

Site web : [www.leconomistbenin.com](http://www.leconomistbenin.com)

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Cette journée favorisera des achats intéressants ou un voyage de détente au loin. Les astres Mars et Pluton seront vos alliés, et vous mènerez une vie agréable en étant généreux avec ceux que vous aimez.

**Taureau** Consolidez patiemment votre situation matérielle, en évitant de chercher à brûler les étapes. Faites toujours preuve de rectitude et de fair-play, même si cela ne vous avance pas aussi vite que vous le souhaitez. Rappelez-vous que "celui qui se hâte de s'enrichir ne sera pas innocent" (Livre des Proverbes).

**Gémeaux** Si votre situation financière est préoccupante, sachez que la meilleure solution pour aujourd'hui réside dans l'ordre et la continuité des efforts, qui seront soutenus par Mercure en bel aspect. Surtout, ne bâtissez pas de châteaux en Espagne et n'espérez pas vous en sortir par la spéculation ou le jeu.

**Cancer** Vous aurez à faire face, dans les affaires, à un dossier particulièrement embrouillé ou hermétique. Votre intérêt sera de mettre tout en oeuvre pour y voir clair. La négligence dans ce cas pourrait entraîner des conséquences financières désastreuses.

**Lion** En raison des bons influx astraux, ce sera le moment idéal pour vous occuper des questions matérielles : effectuer des investissements financiers, réaliser des transactions immobilières, préparer votre retraite, assurer l'avenir des vôtres, surtout celui de vos enfants. Toutes ces démarches seront grandement favorisées. Journée particulièrement faste pour les assureurs et agents de change.

**Vierge** Gardez un oeil vigilant sur vos finances, sinon vous risquez d'avoir de mauvaises surprises. Résistez à votre envie actuelle d'acquérir une chose coûteuse. Pour vous donnez du courage de résister, dites-vous que "le désir fleurit, la possession flétrit toutes choses" (Marcel Proust).

**Balance** Vous serez obligé de gérer votre budget avec plus de rigueur encore que d'habitude. C'est à ce prix que vous réussirez à éviter les problèmes pécuniaires. D'autant plus que vous risquez de subir des retards dans vos rentrées d'argent.

**Scorpion** Vous ressentirez une fringale de dépenses. Vous voudrez tout : changer de look, transformer de fond en comble la décoration de votre intérieur, acquérir une nouvelle voiture... Et la liste n'est nullement limitative ! Achetez ce que vous voulez, mais rien à crédit, sinon vous connaîtrez bientôt de sérieuses difficultés qui assombriront vos jours.

**Sagittaire** Le Soleil va mettre le domaine financier momentanément en vedette. Pour le meilleur, peut-être, mais sous réserve que vous veilliez à ne pas dépenser sans compter ou, si vous avez placé vos économies en Bourse, à ne pas prendre trop de risques.

**Capricorne** Mercure, l'astre de l'intelligence et de la communication, vous incitera à trouver de bonnes solutions pour équilibrer votre budget, et à dialoguer efficacement avec votre banquier si nécessaire. Mais attention : ne vendez surtout pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué !

**Verseau** Pas de planète pour affecter directement votre équilibre financier, qui devrait donc être stable cette fois. Mais Jupiter formera tout de même quelques combinaisons délicates, ce qui pourrait vous faire perdre les pédales. Vous qui avez tendance à vivre au-dessus de vos moyens, vous feriez bien d'y réfléchir à deux fois avant de vous mettre un nouvel endettement sur le dos.

**Poisson** Les influx planétaires de la journée vous vaudront des chances appréciables dans le maniement de l'argent et les spéculations en général. On dirait que tout vous vient cette fois sur un plateau d'argent ! Mais ne vous croyez pas obligé de dépenser tout ce que la chance vous aura fait gagner. Offrez-vous une somptueuse sortie en compagnie de l'être aimé.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Téléssou  
Email : [contact@leconomistedutogo.tg](mailto:contact@leconomistedutogo.tg)  
Site web : [www.leconomistedutogo.tg](http://www.leconomistedutogo.tg)  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE

## La Commission

Département des Services Administratifs  
et Financiers

**APPEL D'OFFRES OUVERT  
N°019/2024/AO/COM/UEMOA**
**Date de Publication de l'avis : Mardi 14 mai 2024**

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection de prestataires en vue de la maintenance des équipements informatiques de la Commission de l'UEMOA.
2. Le présent appel d'offres ouvert est constitué d'un seul lot.
3. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'Offres ouvert, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour la maintenance des équipements informatiques.
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.
5. La durée d'exécution du contrat est d'une année. Il est renouvelable sur la base des bonnes performances du prestataire.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
  - une attestation originale conforme justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
  - une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
  - Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.
6. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le vendredi 14 juin 2024 à 09 h 30, heure locale, accompagnées de garantie bancaire de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA.**

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

7. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 30 mn, en présence des **représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.**
8. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.
9. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO  
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)  
Département des Services Administratifs et Financiers**

**Personnes à contacter :**

- **Monsieur Abdoul Karim MAIKANO MAHAMANE** Tel : +226 25 31 88 73 poste 86 64 Email: [akmmahamane@uemoa.int](mailto:akmmahamane@uemoa.int)
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.
  11. Une visite des Sites obligatoire aura lieu le 04 juin 2024 à 10 heures, au siège de la Commission de l'UEMOA. Une attestation de visite de site sera délivrée après la visite. Les soumissionnaires devront la joindre à leur offre.

Pour le Commissaire chargé du Département  
des Services Administratifs et Financiers,  
et par délégation  
Le Directeur de Cabinet pi,



**Avi d'ALMEIDA**



**Doufelgou/cadre de concertation de la protection des enfants**

**Les acteurs en réunion d'information et d'échange à Niamtougou**

Les membres du Cadre de concertation de protection des enfants (CCPE) de Doufelgou ont tenu une réunion d'informations et d'échanges sur la pérennité des activités de protection des enfants dans les centres de développement des enfants et jeunes (CDEJ) dans la préfecture de Doufelgou. La rencontre s'est déroulée le vendredi 24 mai à Niamtougou.

La rencontre est à l'actif de la délégation du centre de développement des enfants et jeunes (CDEJ TG0129), Christ le Sauveur de l'église des Assemblées de Dieu de Niamtougou, membre du cadre. Le but est d'envisager un plan B afin qu'au terme du contrat avec l'ONG Compassion International, le CDEJ Christ le Sauveur puisse continuer à exercer les activités pour ne pas laisser les enfants à mi-chemin sans protection ni soutien. Les participants ont réfléchi sur des approches de solutions et ont recommandé pour la survie des centres CDEJ de Doufelgou, d'impliquer de manière progressive, les parents dans le suivi de leurs enfants, de les amener à participer aux activités génératrices de revenu et à une prise de conscience familiale en matière de protection de leur progéniture. Les participants ont également élaboré des projets à soumettre



au partenaire actuel pour le reste du temps du contrat. Ils ont aussi envisagé de rechercher de nouveaux sponsors, parrains et bonnes volontés œuvrant en faveur des enfants et pouvant leur amener à entrer en partenariat avec le CDEJ Christ le Sauveur. Le secrétaire général de la préfecture de Doufelgou, Békoutaré Diguéna a salué cette démarche qui permet de rechercher des approches de solutions aux difficultés liées à la protection des enfants dans leur ressort territorial. La coordinatrice du CDEJ TG0129, Kadimena Mawa-

tiane a lancé un SOS aux bonnes volontés pour accompagner les centres d'accueil des enfants qui constituent la relève de demain. « Pour continuer les activités après la fin du contrat avec Compassion International, nous avons besoins de mobiliser les ressources locales à travers les AGR pour alimenter la caisse du centre et continuer par aider les enfants à évoluer », a souligné M. Akakpo Koffi, membre du comité de gestion du CDEJ Christ le Sauveur, qui fait déjà neuf ans de gestion en faveur des enfants.

Avec ATOP/SG/GMK

**Grand-Oti**

**FAMME et WILDAF-Togo luttent contre le mariage des enfants**

Les ONG Forces en actions pour le mieux-être de la mère (FAMME) et WILDAF-Togo ont initié un dialogue intergénérationnel entre des aînés et des jeunes des trois cantons du grand Oti notamment Mango, Tchanaga et Takpamba pour éradiquer le phénomène de mariage des enfants dans l'Oti et l'Oti-Sud, le mercredi 22 mai à Mango.

Organisée en collaboration avec leurs partenaires locaux ONG Creuset -Togo et GRAIL-NT, cette activité s'inscrit dans la mise en œuvre du projet « Agir pour l'Abandon des Mariages d'Enfants (AAME) ». Ce projet de deux ans et demi est financé par Wildaf Afrique de l'Ouest (WAO) et Amplify Change. Cette rencontre vise à attirer l'attention de tous les acteurs sur la recrudescence du phénomène dans le grand Oti et recueillir leurs propositions pour une lutte efficace. Il s'agit aussi de définir des stratégies pour combattre efficacement ce phénomène qui affecte négativement les jeunes filles scolaires et non-scolaires. Plusieurs temps forts ont marqué les assises de Mango entre aînés (chefs cantons et de villages, leaders religieux) et les jeunes (responsables CVD, élèves, apprenties, et autres). Il s'agit entre autres de la présentation aux participants de l'étude diagnostique sur le mariage des enfants réalisé en mai-juin 2023 par des experts recrutés par ces deux ONGs à Tchanaga (Oti), Takpamba (Oti-Sud)



et Kri-kri (Tchamba), les causes et les conséquences de ce phénomène sur la jeune fille ; un exposé sur les Droits de Santé Sexuelle et de Reproduction (DSSR) des filles. Cette étude révèle que 94% des mariages d'enfants ont été observés dans le canton de Tchanaga(Oti), 72% dans le canton de Takpamba (Oti-Sud) et 50% à Kri-kri (Tchamba). Les causes sont multiples et variées et sont d'ordre religieux, coutumier et économique (la pauvreté). Le Secrétaire général de la préfecture de l'Oti, N'Gbamou Koya et le chef canton de Mango, El Hadj Nambiema Tabi Zakar ont exprimé leur reconnaissance aux ONGs « FAMME » et Wildaf-Togo » pour leur combat dans l'éradication de ce phénomène à travers la mise en œuvre de ce projet. Ils ont exhorté les

participants à s'investir dans la lutte contre le mariage des enfants dans leurs localités afin de permettre aux filles de se scolariser pour un avenir meilleur. La chargée du projet AGIR à l'ONG FAMME, Mme Chaold Gertrude Ablavi a fait savoir que dans la mise en œuvre de ce projet, il est prévu des sensibilisations dans les communautés sur le mariage des enfants, des émissions radiophoniques sur les médias publics et privés afin que ce phénomène soit éradiqué sur l'ensemble du territoire national. La chargée du projet a exprimé sa reconnaissance à Amplify Change et Wildaf Afrique de l'Ouest pour leurs appuis multiformes à la réalisation du projet AGIR.

Avec ATOP/ TT/ TJ

**Bayern Munich**

**Le choix Vincent Kompany laisse l'Allemagne perplexe**

Après avoir essuyé de multiples refus dans la quête d'un entraîneur, la situation semble enfin se décanter en Bavière dans la mesure où Vincent Kompany est plus que jamais pressenti pour reprendre le flambeau de Thomas Tuchel. Néanmoins, le choix des Bavarois de se diriger vers l'entraîneur belge suscite de nombreuses interrogations outre-Rhin.

Allons-nous assister à la fin d'un long et éprouvant feuilleton en Bavière ? Consécutivement à une série de mauvais résultats sur la scène nationale (élimination précoce en Coupe d'Allemagne, distancé dans la course au titre par le Bayer Leverkusen), le Bayern Munich avait pris la décision de se séparer de Thomas Tuchel en fin de saison. Dès lors, le board munichois s'est activé dans tous les sens pour débusquer le digne héritier de l'ancien coach du Paris Saint-Germain et de Chelsea. De Xabi Alonso à Julian Nagelsmann en passant par Ralf Rangnick ou encore Sebastian Hoeness, de nombreux en-

traîneurs ont été tour à tour sollicités par les Bavarois, mais tous ont refusé le poste. Il en va de même pour Thomas Tuchel qui a vu sa direction revenir sur sa décision initiale à la manière de ce qui a pu se produire en Catalogne entre le FC Barcelone et Xavi. Alors qu'un comeback était dans les tuyaux, le technicien allemand, pourtant soutenu par son vestiaire ainsi qu'une partie de sa direction, a campé sur ses positions en déclarant haut et fort en conférence de presse qu'il quitterait bel et bien le Bayern Munich à l'issue de l'exercice 2023-2024. Retour à la case départ donc pour le Rekordmeister. Dans une situation plus qu'incon-

fortable, le club le plus titré d'Allemagne a repris de plus belle les recherches et semble tenir le bon bout de la corde avec un entraîneur surprenant : Vincent Kompany. En effet, diverses sources allemandes et britanniques s'accordent à dire ces dernières heures que le Belge, en poste à Burnley depuis deux ans et lié au club anglais jusqu'en juin 2028, a donné son accord verbal aux dirigeants munichois. Si les deux parties doivent s'atteler à trouver un terrain d'entente sur l'indemnité de transfert, les Clarets réclamant pas moins de 20 M€ pour le laisser filer, la situation semble enfin se décanter en Bavière.

Avec footmercato.net

**Opportunités !!!**

**Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.**

**Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.**

**Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.**

**Le Togo en chiffres**

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7
<b>Produits échangés</b>			
<b>1,0 Mds USD de produits exportés en 2020</b>		<b>2,2 Mds USD de produits importés en 2020</b>	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalcaïques, naturels et crées	3,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	3,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	3,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

Soudan	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7
<b>Produits échangés</b>			
<b>1,0 Mds USD de produits exportés en 2020</b>		<b>2,2 Mds USD de produits importés en 2020</b>	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalcaïques, naturels et crées	3,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	3,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	3,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car, side-car	6,8	Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car, side-car	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux similaires	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées	3,2
Huiles de pétrole ou de minéraux similaires	5,4	Et	2,7
Perçages, boîtes, couvercles, etc.	3,3	Véhicules automobiles pour le transport	2,5

# RACINES FORT 7.5%



600\*  
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION



BB LOMB S.A.  
LE LABEL QUALITE

www.bb-lomb.com



\*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀